

SAUVER LA PLANÈTE UN GRAND DÉFI

Le changement climatique, l'explosion démographique, la pollution, la question cruciale des ressources énergétiques : en dix ans, notre monde semble avoir poursuivi sa longue dérive. Sur quelle planète allons-nous vivre ? Pouvons-nous encore changer de cap ? Quels sont les horizons devant nous ? Philosophe, Michel Puech est un analyste critique de la modernité. Maître de conférences à l'université de la Sorbonne à

Paris, il publie des ouvrages dans les domaines de la philosophie de la technologie et de la réflexion sur le « soutenable ». Son dernier livre, paru en 2010 aux éditions du Pommier, s'intitule « Développement durable : un avenir à faire soi-même ». Il répond à nos questions sur le défi environnemental auquel notre civilisation est confrontée et sur les choix cruciaux pour l'avenir liés à l'utilisation de l'énergie.

**EN DIX ANS, LES QUESTIONS
ENVIRONNEMENTALES ET ÉNERGÉTIQUES
SONT DEVENUES CRUCIALES.
LA PROCHAINE DÉCENNIE SERA CELLE
DES CHOIX DÉTERMINANTS**

PARIS
MATCH
2001
2011
10 ANNÉES
QUI ONT
CHANGÉ
LE MONDE

22 octobre 2011.
Pékin en plein jour
ou l'histoire d'une
pollution galopante.
La course au déve-
loppement de pays
émergents comme la
Chine ou l'Inde vont
entraîner une explo-
sion de la demande
en énergie.

IL NOUS FAUT REPENSER LA DÉFINITION DU BIEN-ÊTRE

FREDERIC LOORE S'ENTRETIENT AVEC LE PHILOSOPHE MICHEL PUECH

Paris Match. La conscientisation du public aux enjeux environnementaux vous semble-t-elle être une vraie tendance de fond ou s'inscrit-elle dans une sorte d'air du temps qui ne modifie pas fondamentalement le comportement des gens ?

Michel Puech. Tout d'abord, il est certain que notre civilisation est confrontée à de vrais problèmes de fond parmi lesquels, sans vouloir les hiérarchiser, je citerais le changement climatique, l'approvisionnement en ressources énergétiques, l'explosion démographique, la pollution, etc. Nos contemporains sont assez lucides sur le fait que nous avons tout misé sur le développement de nos sociétés, sans jamais nous soucier de ce qui allait en résulter comme conséquences non seulement écologiques, mais également

« L'urgence absolue, c'est la natalité incontrôlée. Or, c'est devenu un sujet tabou, inabordable pour des raisons politiques et probablement religieuses »

économiques, humaines et autres. Mais ensuite, cette prise de conscience de la nécessité d'opter maintenant pour un développement durable ne s'accompagne le plus souvent que de ce que les Anglais appellent du « green washing », c'est-à-dire de la poudre aux yeux, des postures et des déclarations d'intention rarement suivies d'effets.

Ne pensez-vous pas que la question du réchauffement climatique, qui donne lieu à une vive controverse, occulte d'autres débats au moins aussi importants comme l'accès à l'eau potable, la pollution des milieux de vie ou la malnutrition ?

Je le crois, en effet. Mais cela tient à un phénomène plus global qui fausse le débat, à savoir que l'on appréhende la réflexion sur le « soutenable » comme s'il s'agissait d'une idéologie, voire même d'une religion, tant il s'agit de convaincre. Voyez les discussions sur le climat, elles ressemblent aux controverses théologiques du XIII^e siècle ! Or, la bonne

façon de faire est essentiellement pragmatique, selon moi. Dès lors que nous sommes d'avis qu'il faut consommer moins d'hydrocarbures, ou recourir à une alimentation moins carnée par exemple, alors faisons-le, peu importe que l'on agisse par conviction religieuse, par volonté de limiter les rejets de carbone ou parce que l'on est soucieux de rétablir un certain équilibre géopolitique. Mettons en œuvre des solutions pratiques autour desquelles un consensus existe – et il y en a beaucoup –, sans attendre un hypothétique aboutissement aux querelles d'experts, récupérées au demeurant par les médias ou les politiques.

Ceci nous ramène au propos de départ : quoique très informés, la plupart des citoyens ne modifient pas leur mode d'existence. Pour quelle(s) raison(s) ?

Le citoyen réalise simplement qu'il ne peut rien faire, que le changement ne dépend pas de lui, que ce n'est pas entre ses mains. Il attend le Grenelle de l'environnement en France, l'application de lois environnementales ailleurs en Europe ou un quelconque plan ambitieux des agences onusiennes dans le monde. Bref, il attend que les institutions prennent les décisions à sa place et éventuellement les lui imposent. Vous remarquerez qu'on appelle les grands rendez-vous mondiaux consacrés aux enjeux du développement durable les « sommets de la Terre ». De fait, vous avez des dirigeants qui pensent pouvoir faire descendre la bonne parole depuis le sommet. On comprend mieux ensuite pourquoi c'est devenu une idéologie. Impulser le changement de haut en bas ne fonctionne pas. En revanche, si on inversait la dynamique, partant du bas vers le haut, alors ça pourrait marcher. Comme citoyens conscients et sensibilisés, nous avons la faculté d'agir concrètement au travers de nos actes de consommation (en particulier nos modes de déplacement), de nos choix individuels et de nos actions, si minimes soient-elles. Ce pouvoir-là est entre nos mains et nous pouvons l'exercer sans attendre le bon vouloir des institutions, des gouvernements ou des groupes industriels.

Mais sommes-nous prêts – et ceci concerne directement nos choix en matière énergétique – à changer de paradigme ? C'est-à-dire, concrètement, renoncer à voler sur des compagnies « low cost », refuser d'acquiescer la dernière version de notre tablette numérique ou s'interdire d'acheter une plus grosse cylindrée ?

C'est tout le problème du changement des mentalités. Il peut être envisagé de deux manières : volontairement ou sous la contrainte. La raréfaction des ressources énergétiques peut nous conduire à terme à devoir nous passer de la voiture ou à isoler autant que possible notre habitation. En revanche, la découverte de nouveaux carburants ou l'amélioration de l'efficacité énergétique peuvent faire que nous n'allons pas modifier nos comportements parce que, fondamentalement, nous n'en avons aucune envie. La contrainte n'incite pas au vrai changement des mentalités. A contrario, on peut agir avec volontarisme. Ce qui suppose notamment de repenser la définition du bien-être. Longtemps, on a cru qu'il dépendait de notre capacité à consommer des biens économiques et des services énergétiques. A présent, c'est en train de changer. De plus en plus d'individus, encore minoritaires certes, considèrent que le bien-être c'est moins de consommation irréfléchie, davantage d'autonomie et de temps disponible pour sa famille, etc. Ce changement ne se traduit sans doute pas encore par une modification très sensible de nos habitudes de consommation ou de nos modes de déplacement, mais, par contre, il rend de plus en plus de personnes conscientes de l'impact écologique et énergétique des choix qu'elles posent. Et ça change beaucoup de choses ! Nos usages de l'énergie, qui étaient transparents autrefois, on ne peut plus les ignorer désormais puisqu'ils sont devenus visibles et quantifiables. **Cela reste le fait d'une minorité d'Occidentaux conscients. Or, on sait que la démographie mondiale galopante et la course au développement de pays émergents énergivores comme la Chine ou l'Inde vont entraîner une explosion de la**

demande en énergie. Comment convaincre, par exemple, les millions de paysans de ces pays-là de ne pas troquer leur bête de somme contre un tracteur sous prétexte qu'ils vont aggraver le réchauffement de la planète ?

L'urgence absolue, c'est la natalité incontrôlée. Or, c'est devenu un sujet tabou, inabordable pour des raisons politiques et probablement religieuses. C'est pourtant un paramètre clé sur lequel on se prive d'agir. Pour ma part, je suis parfaitement à l'aise pour dire que l'on est beaucoup trop nombreux sur la planète. Sauf à réduire rapidement et radicalement la natalité, on se dirige vers le suicide de l'humanité ou, en tout cas, vers la fin de la civilisation telle que nous la connaissons. S'agissant de la demande énergétique mondiale, il est facile de comprendre qu'elle serait aisément satisfaite si nous étions cent fois ou mille fois moins nombreux sur Terre. Du reste, on ne peut pas défendre l'idée selon laquelle une planète d'un milliard d'habitants serait moralement moins acceptable qu'une planète surpeuplée par dix milliards d'individus. C'est un énorme problème qui nécessite des mesures de la part des pouvoirs publics, mais surtout une prise de conscience collective et individuelle. Sans quoi, on n'arrivera jamais à couvrir l'accès au bien-être de l'ensemble de l'humanité qui y a droit. Pour le reste, cette minorité d'Occidentaux conscients, ce n'est pas n'importe quelle minorité : c'est celle des leaders d'opinion. Les Chinois veulent une voiture parce que nous en avons une. Chez nous, les gens ont voulu des voyages en avion et des écrans plats parce que l'élite en avait. Mais si l'élite change, et que son système de valeurs change, alors tout change. La minorité consciente a un rôle éducatif majeur à jouer. Quant au paysan qui n'entend pas renoncer au tracteur pour des raisons écologiques, ce n'est pas si évident que ça. En Inde justement, le début de la modernisation est catastrophique avec des cultivateurs ruinés qui se suicident en masse. L'économie indienne ne s'accommode pas du passage à une agriculture mécanisée destinée à l'exportation au détriment de l'agriculture de subsistance tournée vers les marchés locaux. Bien des communautés africaines, sud-américaines ou asiatiques comprennent qu'un autre modèle de production est possible et qu'il représente en outre une vraie chance pour les pays moins développés. Ces communautés réalisent

qu'en conservant des animaux, en ne s'endettant pas pour acheter des tracteurs et en cultivant des produits qui vont se vendre localement ou beaucoup plus cher, dans des filières bio certifiées, elles vivent mieux qu'en essayant de faire du coton transgénique mis en concurrence sur le marché international. Une fois encore, ce choix n'a rien d'idéologique, il est résolument économique.

La notion de développement durable fluctue selon le sens que lui donnent tantôt les partisans de la croissance, tantôt ceux de la décroissance. Comment la définissez-vous ?

Le développement ne peut être durable s'il implique la seule croissance économique et financière. Ceci dit, développement durable ne signifie pas obligatoirement décroissance. Il serait stupide de dire que l'on est plus vertueux dès lors qu'on est plus pauvre. Vouloir décroître pour décroître n'a aucun sens. Etre dogmatique de la décroissance est aussi stérile que de l'être de la croissance. Ce n'est pas une ques-

« Nous devons cesser d'être une civilisation de la puissance »

tion de chiffres. Mais, après avoir été longtemps quantitatif (le but étant de faire croître toujours plus le PIB), le développement doit à présent devenir aussi qualitatif.

Comment répondre à la demande énergétique à l'aide d'énergies respectueuses de ce développement soutenable (solaire, éolien, hydraulique, biomasse, etc.) en sachant que l'humanité consomme chaque année sous forme d'énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon) la quantité de matière organique produite en quatre siècles par la nature ?

Il existe une réelle difficulté technique, mais elle est subordonnée à une décision éthique qui consiste à savoir si nous allons continuer à tout brûler et à tout consommer ou si, au contraire, nous voulons nous inscrire dans un cycle durable. Une fois que l'on a opté pour la seconde proposition, on peut s'atteler au problème technique. Avec une première difficulté à résoudre, je l'ai dit, c'est celle de la natalité. Ensuite, si tout l'argent que l'on dépense pour la recherche de nouvelles réserves d'hydrocarbures était investi dans les technologies propres, sans doute aurions-nous déjà résolu une partie de



l'équation. Mais j'ajoute que les solutions techniques doivent nécessairement s'accompagner d'une remise en cause de nos comportements. Or, on veut croire au miracle technologique qui va nous sauver de tout. Ce pari sur l'inventivité de l'humain est risqué et arrogant. Tout bonnement parce que l'on ne planifie pas la science que l'on va faire. Il y a cinquante ans, on pensait trouver la solution définitive au problème du combustible nucléaire usé. On la cherche toujours. En revanche, personne n'avait prévu le développement de l'ordinateur et d'Internet. Je le répète, soyons pragmatiques. Il y a notamment beaucoup à faire en matière de réduction de la consommation d'énergie dans l'habitat, où le chantier est vaste.

L'énergie, et son approvisionnement, vous paraît être l'un des problèmes majeurs auxquels l'humanité va devoir faire face demain ?

Oui, car nous avons développé une civilisation de la puissance, même si nous aimons penser que nous sommes dans une civilisation du savoir et de l'intelligence. En réalité, nous voulons des voitures puissantes, des ordinateurs puissants, des téléphones portables puissants, etc. Nous sommes obsédés par la puissance de transformation du monde. Dans cette course effrénée, il y a un moment où l'on va buter contre le plafond. Si nous ne devenons pas autre chose qu'une civilisation de la puissance, nous allons manquer de combustible. De plus, la géopolitique étant commandée par l'accès aux ressources et aux matières premières énergétiques, cette quête perpétuelle de puissance va accroître les tensions déjà existantes sur la sécurité des approvisionnements et va donc engendrer des risques nouveaux de conflits. ■

« Si tout l'argent que l'on dépense pour la recherche de nouvelles réserves d'hydrocarbures était investi dans les technologies propres », explique Michel Puech, « sans doute aurions-nous déjà résolu une partie de l'équation ».